



Mercredi 16 Aout 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

La composition et fonctionnement du Conseil national consultatif de promotion des exportations fixés au JO

ALGER, 15 août 2023 (APS) - Un décret exécutif vient d'être publié au Journal officiel (JO) n 50, portant composition et fonctionnement du Conseil national consultatif de promotion des exportations.

Signé par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane le 3 août en cours, ce décret a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif n 04-173 du 12 juin 2004 portant compositions et fonctionnement du Conseil national consultatif de promotion des exportations.

Ce Conseil a pour missions de contribuer à définir les objectifs et la stratégie de développement des exportations, de procéder à l'évaluation des programmes et actions de promotion des exportations, et de proposer toute mesure de nature institutionnelle, législative ou réglementaire pour faciliter l'expansion des exportations hors hydrocarbures.

Le Conseil est chargé, au titre de ces missions, de l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale des exportations hors hydrocarbures, la proposition de toute mesure susceptible de faciliter l'opération d'exportation et l'accès des produits algériens aux marchés extérieurs et la formulation de toutes propositions susceptibles de renforcer la compétitivité des produits et services algériens sur les marchés extérieurs.

Il a pour mission également l'examen de toutes les mesures incitatives susceptibles de soutenir les exportateurs ou toute opération de valorisation des produits locaux, la proposition de toutes mesures visant l'amélioration des activités dans les zones franches et les mesures susceptibles de lever les obstacles qui entravent l'opération d'exportation.

Le Conseil national consultatif de promotion des exportations, est présidé par le Premier ministre ou le Chef du gouvernement, selon le cas, et composé de 12 ministres, du représentant de la Banque d'Algérie, le directeur général des Douanes, le président de l'Abef, les présidents des chambres CACI, CNA, CNAM, CAPA, ainsi que les présidents d'associations et des organisations patronales en lien avec les exportations.

Selon le même texte, il est créé auprès du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations une plateforme numérique répertoriée, par secteurs intervenants dans l'opération d'exportation, dédiée à la réception et au traitement des doléances des exportateurs.

Cette plateforme numérique constitue un "outil d'aide au Conseil pour le suivi de la levée des obstacles aux opérations d'exportation et pour la prise des mesures nécessaires permettant leur facilitation", explique la même source.

Le Conseil soumet au président de la République un rapport annuel sur ses activités ainsi que sur l'évaluation de l'application des mesures proposées, d'après le décret. (APS)



Adhésion de l'Algérie à la convention internationale sur la sécurité des conteneurs

ALGER - Un décret présidentiel portant adhésion de l'Algérie à la convention internationale sur la sécurité des conteneurs, à été publié au Journal officiel (JO) n 50.

Selon ce décret présidentiel n 23-281, signé le 31 juillet dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "la République algérienne démocratique et populaire adhère, avec réserves et déclarations interprétatives,

à la convention internationale sur la sécurité des conteneurs, faite à Genève, le 2 décembre 1972, amendée".

Dans le même numéro du JO, un autre décret présidentiel (n 23-282 du 31 Juillet 2023), a été publié, portant ratification de l'accord entre le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire et le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) sur le siège de l'institut de recherches sur le gaz du forum, signé à Alger le 26 janvier 2023



Saïda : récupération de plus de 150 hectares de foncier industriel non exploité (wilaya)SAIDA

Pas moins de 151 hectares de foncier agricole non exploité à Saïda ont été récupérés, dans le cadre d'une opération d'assainissement lancée en octobre 2021, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, cette opération a permis l'annulation, jusqu'au 31 juillet dernier, plus de 149 projets d'investissement dont les détenteurs n'ont pas respecté le cahier des charges, n'ont pas encore démarré les travaux de réalisation sur le terrain ou n'ont pas respecté les délais réglementaires requis pour réaliser leurs projets.

Cette opération a permis la récupération d'une superficie de 151 ha de foncier industriel, répartie à travers l'ensemble des zones industrielles

des communes de Aïn El Hadjar et de Saïda, selon les mêmes services.

L'opération de récupération du foncier industriel a été menée par la commission de wilaya, qui a inspecté des assiettes de terrain octroyées dans le cadre de l'investissement et qui a constaté le manque de sérieux des investisseurs

bénéficiaires, ce qui l'a poussée à prendre les mesures réglementaires en vigueur à leur encontre.

Les actifs immobiliers récupérés seront réaffectés aux investisseurs sérieux et ce, en fonction de l'importance de l'apport de leur activité, de leur valeur ajoutée et de création d'emploi.

Une autre superficie de 9,53 ha de foncier industriel non exploité devra être récupérée, a-t-on indiqué. Cette opération permet l'annulation de 28 projets d'investissement qui n'ont pas été concrétisés sur le terrain.

A signaler que la Direction de l'Industrie et des Mines de la wilaya a recensé, depuis l'an dernier, plus de 540 demandes déposées pour bénéficier d'assiettes foncières afin de réaliser des projets d'investissement, dont plus de 300 demandes ont été approuvées. (APS)



Voici ce que l'élargissement des BRICS va changer, selon Moscou



Une des questions clés à l'ordre du jour du sommet de Johannesburg, l'élargissement des BRICS, permettra au groupe d'accroître son poids sur la politique mondiale, selon le ministre russe des Affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov s'est exprimé sur l'effet de l'adhésion de nouveaux membres au groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

« L'élargissement des BRICS sera une des questions clés à l'ordre du jour du sommet de Johannesburg qui aura lieu ce mois-ci. Il ne fait aucun doute qu'il renforcera le groupe et augmentera son poids dans les affaires mondiales », a-t-il signalé lors de la Conférence de Moscou sur la sécurité internationale.

Le ministre a fait état d'une croissance rapide du prestige et de l'attrait du groupe. Les pays aux systèmes politiques différents et aux valeurs originales qui en font partie « offrent un exemple d'une diplomatie multipolaire visant à mettre au point sur un même pied d'égalité des formes efficaces de coopération humanitaire, économique, commerciale et en matière d'investissement. Toutes ces formes étant protégées contre le diktat étranger ».

Les briques de l'édifice de la multipolarité

Le rôle des BRICS dans la mise en place d'un monde libre, égal en droits et multipolaire a été évoqué au cours de la même conférence par le directeur du Service russe des renseignements extérieurs Sergueï Narychkine.

« Une structure comme les BRICS est dotée d'un potentiel important du point de vue de la formation d'une architecture démocratique et équitable des relations internationales. Je pense que ce n'est pas par hasard que son acronyme se prononce comme les briques en anglais (brics) », a-t-il commenté.

« La vie fait littéralement un clin d'œil aux Anglo-Saxons: ce sont vraiment des briques à la fondation d'un monde égal en droits et libre. De nouvelles briques ou de nouveaux pôles vont s'y joindre. L'édifice de la multipolarité croîtra et se renforcera en défendant les droits des peuples à la souveraineté et à l'identité, en développant l'économie réelle. Aucune bête au monde ne parviendra à démolir cet édifice », a détaillé M.Narychkine.

L'adhésion demandée par 23 pays

La question de l'élargissement des BRICS sera abordée du 22 au 24 août, lors du sommet à Johannesburg.

23 pays ont déjà présenté une demande officielle d'adhésion, selon un diplomate sud-africain au courant du dossier.

Y figurent notamment l'Algérie, l'Égypte, l'Éthiopie, le Bangladesh, l'Arabie saoudite et la Bolivie, selon des sources ouvertes. Plusieurs autres pays, comme l'Indonésie, Bahreïn, le Mexique, le Nigeria et la Turquie ont exprimé leur intérêt.

Le 4 août, le Venezuela a officialisé sa demande d'adhésion.



Transactions électroniques : Intégrer le paiement mobile

Le Groupement d'intérêt économique monétique (GIE Monétique), créé en juin 2014, a consenti d'énormes efforts pour la promotion de l'activité monétique interbancaire, notamment la généralisation des instruments de paiement de masse.

Le nombre d'opérations de paiement électronique qui s'est élevé à plus de 1,7 million au cours du 1er semestre de l'année en cours, soit une valeur de 14 milliards de dinars, est certes une avancée. Il n'en demeure pas moins que l'avenir du paiement par carte bancaire ne tardera pas à s'écrire en pointillé face à l'élan généré par le paiement mobile (m-paiement) qui consiste à utiliser un Smartphone pour effectuer ses transactions qui ne nécessitent pas de mot de passe.

L'utilisation de cette technologie a grandi en popularité qu'il est important pour l'Algérie de rattraper le retard accumulé dans ce domaine, selon Nabil Djemaâ, expert judiciaire en opérations financières et bancaires. L'expert reconnaît, toutefois, que «la GIE Monétique a fait un excellent travail avec les banques pour la généralisation du paiement électronique, en dépit des problèmes

d'infrastructures, de maîtrise de moyens technologiques et d'approvisionnement en cartes monétiques». Cet exploit, qui laisse présager un développement constant de ce mode de paiement sur le territoire national, devrait, selon lui, «beaucoup aider la relance de l'économie nationale et l'activité commerciale qui peinent souvent à s'approvisionner en monnaie fiduciaire».

Le problème de la liquidité continue, souligne Djemaâ, à se poser au niveau des banques et des postes. Pourtant, la Banque centrale a émis plus de 5.000 milliards de dinars sur le marché. Pour lui, «il s'avère aujourd'hui plus que nécessaire d'encourager le paiement mobile d'autant plus que la facture d'importation des cartes magnétiques demeure conséquente». Et d'ajouter que «les entreprises publiques sont, elles aussi, appelées à réduire les coûts de leurs transactions qui coûteraient beaucoup moins cher avec l'utilisation du paiement mobile». L'Algérie pourrait, assure l'expert, «économiser plus de 300 millions de dollars qui sont dégagés annuellement pour l'achat de cartes magnétiques dont la durée de validité ne dépasse pas 24 mois». Il rappelle, à ce titre, que «le marché national compte 60 millions de téléphones portables, le nombre total d'abonnés à internet a atteint 50,18 millions au 31 mars 2023».

Une fibre optique sous-exploitée

On peut, estime-t-il, «facilement utiliser cet éventail pour toutes les activités commerciales engagées par 45 millions d'Algériens qui peuvent acheter, vendre et même recevoir leurs salaires par voie mobile, un outil sécurisé par empreinte digitale ou avec un autre mode d'identification choisi par l'utilisateur». «Au vu de la forte présence que connaissent les réseaux sociaux et la croissance du e-commerce, le m-paiement est devenu un élément-clé pour les prestataires de services qui visent à s'ouvrir sur davantage d'opportunités de développement», a-t-il poursuivi, rappelant que «l'Etat a investi des milliards de dollars dans la fibre optique qu'il va falloir optimiser son exploitation pour éviter l'entretien des guichets automatiques». Ce qui contribuerait, selon l'analyste financier, à «réduire les charges d'entretien qui pèsent sur les agences bancaires et estimées actuellement à 30% quand elles ne dépassent pas 5% dans les pays

qui ont choisi d'investir dans le m-paiement». Mais aussi, poursuit-il, «de continuer à investir dans les guichets automatiques qui ont déjà coûté à la Banque d'Algérie la bagatelle de 5.000 milliards de dinars». Et d'affirmer que «les pays qui utilisent le paiement mobile ont réussi à réduire les déplacements et l'utilisation des guichets de banque et de poste de 80%, sachant que le réseau bancaire coûte extrêmement cher à l'Etat».

En attendant l'entrée en vigueur de cette technologie, l'expert suggère une plus grande implication de l'Algérie dans la fabrication de cartes magnétiques, à travers la création d'une société dédiée exclusivement à la fabrication de cet outil de paiement pour réduire la facture de leur importation. Pour lui, l'ouverture de ce secteur au privé pourrait contribuer sensiblement au développement de cette technologie, dont le marché national consomme actuellement plus de 14,5 millions de cartes magnétiques par an. «La culture du e-paiement a définitivement intégré les échanges commerciaux des Algériens avec l'émergence du commerce électronique qui a fait que le montant des transactions par internet ont plus que triplé en 2022 comparativement à 2020 où il se situait à près de 5,42 milliards de dinars», relève-t-il. L'usage de la monnaie fiduciaire pourrait, conclut-il, «baisser si l'on arrive à assurer la sécurité et l'intégrité des cartes magnétiques avant l'adoption du m-paiement».

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN *d'Algérie*

La paf continue à déjouer les tentatives de transferts illicites de devises vers l'étranger : stopper la fuite des capitaux



Les saisies de sommes d'argent en devises transportées illégalement par les passagers à destination de l'Algérie ou vers l'étranger notamment en direction de l'Europe et surtout la Turquie

se multiplient avec des sommes qui parfois donnent le tournis. Rien que pour la semaine passée, les services de la police des frontières ont pu mettre la main dans deux opérations distinctes effectuées à l'aéroport international Houari Boumediene à Alger, sur une importante somme d'argent en devise soit 112 100 euros sur quatre passagers qui s'apprêtaient à quitter le territoire national, en prenant un vol à destination de la capitale turque Istanbul, selon un communiqué de la DGSN, rendu public dimanche.

À l'issue des procédures judiciaires, les prévenus ont été présentés devant les juridictions compétentes, précise le texte. Que ce soit à l'aéroport d'Alger, d'Oran, de Béjaïa ou autres, les douaniers veillent à ce que l'argent entrant ou sortant d'Algérie ne dépasse pas les montants autorisés.

La Douane algérienne accorde une grande importance au respect de la réglementation concernant le seuil des entrées et des sorties des devises. En effet, les voyageurs quittant ou arrivant en Algérie sont tenus de déclarer leurs devises au cas où le montant total transporté est supérieur à 1000 € pour les nationaux résidents et non-résidents et à 5 000 € pour les étrangers. En mai dernier 11 000 euros non déclarés ont été retrouvés dans les bagages d'une voyageuse au départ de la France. La somme d'argent saisie a été retrouvée par les agents de l'Inspection principale de contrôle des passagers à l'aéroport international d'Oran après le passage au scanner de la voyageuse. À noter que plusieurs autres tentatives de trafic de devises ont été déjouées dans divers aéroports internationaux en Algérie. Les nouvelles mesures adoptées par les services douaniers algériens pour lutter contre la fuite des fonds en devise et la vigilance des agents de contrôle ont été d'une contribution inestimable pour maîtriser la circulation hors circuit officiel de la devise. Outre la lutte contre le trafic des devises, les Douanes algériennes s'intéressent également à la drogue, les armes et la contrebande et autres activités illégales qui menacent la sécurité nationale et son économie.



Face aux sanctions occidentales : Les BRICS optent pour les monnaies locales dans le cadre de la NBD

Dans un contexte marqué par les sanctions économiques imposées à la Russie en raison du conflit en Ukraine, les Etats membres des BRICS (Brésil, Russie,

Inde, Chine et Afrique du Sud) renforcent leur résilience économique en adoptant des mesures novatrices. La Nouvelle Banque de Développement (NBD), une institution clé au sein de cette alliance, se tourne vers l'utilisation des monnaies locales pour faire face aux effets des sanctions et réduire la dépendance au dollar américain.

Alors que les tensions géopolitiques perdurent entre la Russie et les puissances occidentales, les sanctions économiques imposées par les États-Unis et l'Union européenne ont eu des répercussions significatives sur l'économie russe. Cependant, ces sanctions ont également catalysé des initiatives stratégiques au sein des BRICS, un groupe de pays émergents cherchant à renforcer leur position économique et géopolitique. Selon des informations rapportées par l'agence Sputnik Africa, le ministre des Finances de la République d'Afrique du Sud, Inosh Goodongwana, a annoncé que «la NBD, une institution financière créée par les BRICS, avait l'intention de mobiliser des fonds et d'accorder des prêts dans les monnaies locales des pays membres. Cette approche vise à contrecarrer les conséquences des sanctions tout en réduisant la prédominance du dollar dans les transactions internationales».

«La NBD, consciente des défis économiques auxquels ses membres sont confrontés, entend augmenter la part des prêts accordés dans les monnaies locales. Actuellement à 22%, cette part devrait atteindre environ 30% d'ici à 2026», a indiqué le directeur des finances de la NBD, Leslie Maasdorp. Cependant, il a souligné que «le dollar américain demeure la principale monnaie de liquidité au sein de la banque en raison de son ampleur et de sa stabilité».

Cette transition vers les monnaies locales reflète la volonté des BRICS de renforcer leur autonomie économique et de réduire leur exposition aux fluctuations des marchés mondiaux. En outre, cette démarche contribue à la consolidation de l'alliance des BRICS en tant qu'acteur économique influent et alternatif dans le paysage mondial.

La NBD et les BRICS considèrent également cette initiative comme un moyen de promouvoir une multipolarité financière et de réduire l'emprise du dollar sur l'économie mondiale. En favorisant l'utilisation de leurs propres monnaies dans

les transactions commerciales et financières, ces pays cherchent à diversifier les options monétaires et à créer un système plus équilibré et résistant.

Alors que les discussions en vue du sommet économique des BRICS se profilent à Johannesburg, cette transition vers les monnaies locales devient un enjeu majeur pour les membres de l'alliance. Elle incarne la détermination des BRICS à renforcer leur coopération économique et à réduire leur vulnérabilité face aux aléas économiques mondiaux.

صدور المرسوم التنفيذي المتضمن تشكيل وسير المجلس الوطني الاستشاري لترقية الصادات بالجريدة الرسمية

الجزائر، 15 أغسطس 2023 (وأج) - صدر في العدد 50 من الجريدة الرسمية المرسوم التنفيذي المتضمن تشكيل المجلس الوطني الاستشاري لترقية الصادات وسيره.

ويتعلق الأمر بالمرسوم التنفيذي رقم 23-290 المؤرخ في 3 أغسطس 2023، المعدل والمتمم للمرسوم التنفيذي رقم 04-173 المؤرخ في 12 يونيو 2004 والمتضمن تشكيل المجلس الوطني الاستشاري لترقية الصادات وسيره، الموقع من طرف الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمن.

ويتولى المجلس مهام المساهمة في تحديد أهداف تطوير الصادات واستراتيجيتها، القيام بتقييم برامج ترقية الصادات وعملياتها، واقتراح كل تدبير ذي طبيعة مؤسساتية أو تشريعية أو تنظيمية لتسهيل توسع الصادات خارج المحروقات.

ومن مهام المجلس، حسب ما جاء في المرسوم التنفيذي، اقتراح كل إجراء من شأنه تسهيل عملية التصدير ودخول المنتجات الجزائرية للأسواق الخارجية، وكذا صياغة كل الاقتراحات التي من شأنها تدعيم تنافسية المنتجات والخدمات الجزائرية في الأسواق الخارجية.

كما يضطلع بدراسة كل التدابير التحفيزية التي من شأنها دعم المصدرين أو كل عملية تثمين للمنتجات المحلية، مع اقتراح كل التدابير الرامية لتحسين النشاطات في المناطق الحرة والتدابير التي من شأنها رفع العراقيل التي تعيق عملية التصدير.

ويرأس المجلس الوزير الأول أو رئيس الحكومة حسب الحالة، ويتشكل من 12 وزيرا، بالإضافة إلى ممثل محافظ بنك الجزائر، المدير العام للجمارك، رئيس الجمعية المهنية للبنوك والمؤسسات المالية، رئيس الغرفة الجزائرية للتجارة والصناعة، رئيس الفرقة الوطنية للفلاحة، رئيس الغرفة الوطنية للصناعة التقليدية والحرف، رئيس الغرفة الجزائرية للصيد وتربية المائيات، رؤساء الجمعيات ومنظمات أرباب

العمل ذات الصلة بالتصدير.

وفي إطار الرقمنة، سيتم إنشاء لدى وزارة التجارة وترقية الصادات منصة رقمية مبنية حسب القطاعات المتدخلة في عملية التصدير، تخصص لتلقي ومعالجة الشكاوى الواردة من

المصدرين، حيث تمثل هذه المنصة أداة لمساعدة المجلس في متابعة رفع كل العراقيل عن عمليات التصدير واتخاذ التدابير اللازمة التي من شأنها تسهيلها.

وأشار المرسوم التنفيذي إلى أن المجلس يرفع تقريراً سنوياً إلى رئيس الجمهورية عن نشاطه وكذا حول تقييم مدى تطبيق التدابير المقترحة.

تجدد الإشارة إلى أن الوزير الأول أشرف يوم 31 يوليو الماضي على تنصيب المجلس الوطني الاستشاري لترقية الصادرات (وأج)



ارتفاع بشكل ملحوظ أمام الدولار الأمريكي في ظرف 10 أشهر

الدينار الجزائري يواصل صعوده لأسباب داخلية وخارجية

ارتفعت قيمة الدينار الجزائري أمام الدولار الأمريكي بشكل ملحوظ في ظرف 10 أشهر، حسب رسم بياني منشور عبر الموقع الإلكتروني لوزارة المالية.

ولا يزال سعر الدينار يتحسن مقارنة بالعملة الأمريكية الدولار، وفق منشور للمديرية العامة للتقدير والسياسات بوزارة المالية، والذي يحدّد معدل الصرف الشهري للدينار أمام العملة الأمريكية الدولار شهر أبريل 2023، بـ 135.44 دينار جزائري مقابل كل وحدة من العملة الأمريكية مقارنة مع 145.8 دينار لكل دولار أمريكي شهر جوان 2022، أي ارتفع بـ 10.36 دينار في ظرف 10 أشهر، وفق المؤشرات الاقتصادية المحيطة إلى غاية الثلاثاء الأخير (15 أوت). ويقول الخبير الاقتصادي إسحاق خرشي في إفادة لـ "الشروق" إن سعر صرف الدينار يرتفع بشكل مستمر أمام العملة الأمريكية الدولار منذ أزيد من سنة، لعوامل داخلية وأخرى خارجية، وأرجع الأسباب الداخلية إلى تحسن الصادرات الكلية للجزائر، بما فيها الصادرات النفطية من بترول وغاز والصادرات خارج قطاع المحروقات، معتبراً أنه كلما ارتفعت صادرات دولة، ارتفعت قيمة عملتها، مذكراً في هذا الإطار بارتفاع الصادرات خارج المحروقات من 6 مليار دولار السنة الماضية إلى 7 مليار هذه السنة، كما يرتقب أن تلامس 10 مليار دولار نهاية 2023، وهو ما يُبشّر باستمرار تحسّن سعر صرف العملة الوطنية.

ويتوقع المتحدث أن يصبح الاقتصاد الجزائري مهيكلاً بشكل أكبر خلال المرحلة المقبلة، ويشدّد على أن تحسّن سعر صرف العملة الوطنية، سيساهم في التصدي للأزمات المستقبلية بشكل أحسن، كما اعتبر أن تحسّن مؤشرات الميزان التجاري، والذي حقق 17 مليار دولار العام الماضي، لعب دوراً كبيراً أيضاً في انتعاش الدينار.

ويقول خرشي إن كل هذه العوامل تساهم في تحسين سعر صرف الدينار، فضلا عن تعاضم مدّخرات احتياطي الصرف التي ارتفعت من 40 مليار دولار سنة 2021 إلى 64 مليار دولار نهاية سنة 2022 ومطلع 2023، وعوامل أخرى على غرار تدخل بنك الجزائر لرفع قيمة الدينار أمام الدولار الأمريكي وحتى أمام عملة الأورو، وهذا للتحكّم في مستوى التضخم والتمكّن من ضبط الأسعار في السوق وحماية القدرة الشرائية للمواطن الجزائري.

وفي سياق العوامل الخارجية، يؤكّد الخبير الاقتصادي خرشي أن بروز ملامح عالم جديد متعدد الأقطاب يبحث عن التحرّر من إلزامية التعامل بالدولار الأمريكي، ولجوء بعض الدول إلى التخلي عن استعمال العملات الأجنبية أدّى إلى تقلّص الطلب على العملة الأمريكية مؤخرا، وهو ما خفّض سعرها بشكل ملحوظ عالميا، وهو أحد أهم الأسباب التي أدت إلى ارتفاع سعر الدينار الجزائري أمام الدولار الأمريكي.

كما يؤكّد خبير الاقتصاد أن أعين العالم كلها اليوم متجهة نحو جوهنسبورغ، مكان انعقاد قمة بريكس، الإثنين المقبل، حيث سيتحدّثون عن سياسة نقدية ومالية جديدة ونظام مالي يُكرّس استخدام العملات المحلية، مع العلم أن 23 دولة قدّمت طلب الانضمام رسميا و40 أخرى أعلنت اهتمامها بالتكّثّل، وهو ما قد يرفع عدد الدول الهاربة من **الدولار** إلى 60 دولة، الأمر الذي يهدّد العملة الأمريكية بانخفاض جديد في المرحلة المقبلة.



أسعار النفط ترتفع نتيجة قرار غير متوقع من الصين

ارتفعت أسعار النفط، الثلاثاء، بعدما قامت الصين بصورة غير متوقعة بخفض أسعار الفائدة الرئيسية للمرة الثانية في ثلاثة أشهر لدعم التعافي الاقتصادي المتعثّر.

وارتفعت العقود الآجلة **لخام برنت** 11 سنتا أو 0.1 بالمئة ليتداول عند 86.32 دولارا للبرميل الساعة 4 بتوقيت غرينتش، فيما صعد خام غرب تكساس الوسيط الأمريكي سبعة سنتات بنسبة 0.1 بالمئة أيضا إلى 82.57 دولارا للبرميل.

وغيرت الأسعار اتجاهها وتحولت للارتفاع بعدما خفض بنك الصين الشعبي سعر الفائدة على قروض قيمتها 401 مليار يوان بما يعادل 55.25 مليار دولار.

وتدخل التخفيضات ضمن تسهيل إقراض متوسط الأجل مدته عاما واحدا لبعض المؤسسات المالية بواقع 15 نقطة أساس إلى 2.50 بالمئة من 2.65 في السابق.

وأظهرت بيانات الإنتاج الصناعي ومبيعات التجزئة في الصين التي نشرت، الثلاثاء، أن الاقتصاد سجل المزيد من التباطؤ خلال الشهر الماضي، مما فاقم الضغط على النمو المتعثر بالفعل ودفع السلطات إلى خفض الفائدة الرئيسية لدعم النشاط.

ورغم بيانات الاقتصاد الكلي الضعيفة بدت شهية الصين للنفط قوية، إذ ارتفعت إنتاجية المصافي في البلاد في يوليو 17.4 بالمئة عن العام السابق بعدما أبطت المصافي الإنتاج مرتفعا لتلبية الطلب على التنقلات المحلية خلال فصل الصيف والاستفادة من هوامش الربح الإقليمية المرتفعة من خلال تصدير الوقود.



الاستقرار والتنافسية مرهونان بثورة في التسيير

تفرض معطيات المرحلة الراهنة على الحكومة تبني منطوق جديد في تسيير المؤسسات العمومية الاقتصادية، باعتبارها القاطرة الأمامية في تحقيق النمو، خاصة بالنسبة لـ "أمهات" المؤسسات ذات البعد الاستراتيجي في العديد من القطاعات الاقتصادية، وذلك من خلال تحويلها إلى أقطاب تحوم حولها نشاطات المؤسسات الأصغر في القطاعين العام والخاص، وخلق نسيج اقتصادي، تجاري وصناعي متكامل.



هذا المنظور عبر عنه الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان في زيارته الأخيرة إلى عنابة، حين وقف على مركب الحجار التاريخي "للحديد والصلب، حيث صرّح بأنّ هذه الصرح الاقتصادي العملاق كان "ضحية خلل في التسيير"، الأمر الذي يؤكد على أنّ التوجه الحالي للحكومة هو إعادة النظر في النموذج السابق للتعامل مع هذا النوع من المؤسسات العمومية ذات البعد الاقتصادي.

وعلى هذا الأساس، عملت السلطات العمومية خلال الفترة الأخيرة على الاعتماد على هندسة مالية جديدة لتعزيز القدرات التنافسية لمركب سيدار الحجار، باعتبارها خطوة ضرورية لإعادة بعث نشاط الحديد والصلب بالمصنع وتمكينه من الإسهام الفعلي في دفع عجلة الاقتصاد الوطني وتحسين مؤشرات النمو الاقتصادي.

هذا التوجّه يدعمه أيضا مجموعة المشاريع الهيكلية في القطاع المنجمي، وعلى رأسها بعث منجم الحديد بغار الجبيلات في ولاية تندوف، الذي شرع فعليا في المرحلة الأولى من الإنتاج لتأمين

الاحتياجات الوطنية من هذه المواد (خاصة لانجاز البرامج في قطاع البناء والسكك الحديدية وغيرها)، والإسهام في رفع القدرات الوطنية من التصدير خارج المحروقات.

وكان مركب سيدار الحجار قد استفاد من مخطط نمو بنحو 80 مليار دج (34 مليار دج للمرحلة الأولى، و46 مليار دج للمرحلة الثانية)، ووجه لإعادة تأهيل أهم وحداته وتعزيز إنتاج مادة الحديد الزهر والمواد المسطحة، الوضعية التي تجعله مطابا الآن برفع تحدي المردودية الاقتصادية ضمن المقاربة الجديدة للحكومة، من خلال العمل على تقليص تكاليف الإنتاج والاعتماد على خبرة وتجربة الكفاءات الموجودة، إضافة إلى ترقية الشراكة مع الوحدات الاقتصادية لمختلف القطاعات.

للإشارة: فإن المرحلة الثانية من مخطط النمو لمركب سيدار الحجار التي رصد لها مبلغ 46 مليار دج، تتجه نحو تكثيف الاستثمارات لإعادة تأهيل وتحديث وحدات الإنتاج (المفولدرات والمدرفلات) وذلك قصد رفع الطاقات الإنتاجية للمركب من نحو 800 ألف طن سنويا حاليا 1.3 مليون طن سنويا من المنتجات الحديدية الطويلة والمسطحة، كما يرتقب في إطار هذه الاستثمارات تعزيز قدرات المركب في مجال إنتاج مادة الأوكسجين والتزويد بالمياه وتحقيق استقلاليته في هذا المجال، إضافة إلى تطوير طاقاته في التزويد بالطاقة الكهربائية.



الجزائر تنضم إلى الاتفاقية الدولية لسلامة الحاويات

صدر في العدد رقم 50 من الجريدة الرسمية مرسوم رئاسي يتضمن انضمام الجزائر إلى الاتفاقية الدولية لسلامة الحاويات.

ووفقا لهذا المرسوم الرئاسي رقم 23-281 الذي وقع عليا رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، في 31 يوليو الماضي، "تنضم الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية، مع كل التحفظات والتصريحات التفسيرية، إلى الاتفاقية الدولية لسلامة الحاويات المحررة بجنيف في 2 ديسمبر 1972، المعدلة".



PAIEMENTS ÉLECTRONIQUES EN HAUSSE À LA MESURE DES ENJEUX ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Le ministre des Finances, Laaziz Fayed, a déclaré récemment, en marge d'une rencontre avec les responsables des établissements financiers et bancaires, que la numérisation dans le secteur des finances en Algérie connaît une progression remarquable.

Les paiements électroniques, en particulier, ont pris de l'essor ces trois dernières années, du fait de l'adhésion d'un nombre de plus en plus grand de consommateurs à ce mode de paiement moderne et efficace.

Le groupement d'intérêt économique GIE monétaire vient de rendre publics des chiffres relatifs au paiement électronique durant le premier semestre 2023, faisant ressortir un montant des paiements en ligne, via internet, de l'ordre de 12 milliards de dinars.

Durant l'année 2022, le montant était de 18 milliards de dinars. D'où une véritable dynamique qui s'est enclenchée autour des achats de biens et services en ligne, entraînant des virements de plus en plus élevés en nombre et en montant.

Le bilan du GIE monétaire fait ressortir également le nombre de 5,5 millions de transactions réalisées sur internet. Il s'agit essentiellement des paiements des factures de divers services ainsi que de l'achat de biens dans le cadre du commerce électronique. S'agissant des paiements effectués par les ter-



minaux de paiement électronique TPE, le montant réalisé durant le premier semestre 2023 est de l'ordre de 13,97 milliards de dinars enregistrant toujours une hausse.

Il en est de même pour les retraits à partir des distributeurs automatiques de billets DAB dont le nombre atteint durant les six premiers mois de l'année en cours est de 85.000, correspondant à un

montant de 1.408 milliard de dinars.

Ces chiffres annoncés par le GIE monétaire reflètent le mouvement d'adhésion de la société au processus de numérisation de l'activité économique en général, et des paiements électroniques ainsi que des services financiers, en particulier. Le développement des paiements électroniques va certai-

nement contribuer à atténuer le recours abusif au cash, qui représente malheureusement un frein à la bancarisation des ménages.

A ce propos, docteur Dkhimissa Ahmed, enseignant de droit public à la Faculté de droit, université d'Alger 1, a indiqué que «les enjeux liés à la digitalisation recouvrent plusieurs dimensions, dont la plus importante est d'ordre économique, et qui concrétise une exigence (un objectif) de transparence de vie économique dans sa double dimension financière et monétaire».

Ainsi, dit-il, elle participe à une «étape importante de la résorption de la masse monétaire qui circule en dehors du circuit financier et bancaire», a-t-il commenté. Ce qui «diminue, selon lui, d'une part, les tensions inflationnistes, et d'autre part, elle participe à la bancarisation croissante, condition nécessaire pour accroître le financement de l'économie», a-t-il soutenu.

Dans ce sillage, l'orateur a ajouté que cette digitalisation présente un «intérêt pour la transparence des transactions, surtout, en matière de commerce, qui permet

de lutter efficacement contre la spéculation et de garantir la régulation nécessaire, d'instaurer une concurrence loyale, qui conditionne l'affection optimale des ressources, et d'assurer le pouvoir d'achat au profit des consommateurs», a-t-il analysé.

Enfin, il résume que «de gouvernement a prévu dans son plan d'action le développement de ses moyens financiers, et particulièrement le développement du fintech». D'autant, a-t-il argué, que «l'adoption de la loi monétaire et bancaire participe à cet objectif en offrant un cadre juridique adéquat, qui implique une inclusion financière».

L'autre enjeu, selon cet enseignement, «est d'ordre social et politique. Dans la mesure où elle concrétise un objectif de transparence de la vie nationale, dans ses dimensions politique et économique, pour protéger l'Etat et la société, des dérives maffieuses attentatoires à la sécurité nationale», a-t-il conclu.

Samia Boulahlib

BANQUE NATIONALE D'ALGÉRIE

DES BUDGETS SPÉCIFIQUES À LA TRANSFORMATION DIGITALE

La réforme bancaire poursuit son chemin. Le gouvernement y travaille sans répit. La numérisation est un atout indéniable que les banques comptent exploiter. A l'ère de la digitalisation et de la révolution numérique, «tous les secteurs de l'économie n'ont eu le choix que de s'adapter et d'intégrer les nouvelles technologies au sein de leurs structures», affirme Meslem Abir, de l'Ecole supérieure du commerce.

En Algérie, argumente-t-elle, «le passage à l'ère numérique a été engagé depuis quelques années et atteint un niveau différencié d'un secteur à un autre».

Certes, explique M^{me} Abir, «le secteur de la banque est en train de subir ces changements, mais il n'a pas fait évoluer de manière drastique sa gouvernance pour appréhender la transformation numérique».

En revanche, les organes de direction des banques sont «généralement présentés comme très impliqués dans la définition des stratégies mises en œuvre». Au-delà de l'adoption des axes stratégiques, ces organes sont «généralement en charge du suivi des transformations et des nombreux acteurs, ainsi que les formations que suivent les administrateurs ou de la fréquence de présentation des travaux liés à la transformation numérique aux instances de direction». Enchaînant, l'universitaire indique que la Banque Nationale d'Algérie, à titre illustratif, «a déjà lancé ses projets de transformation digitale». Sur le plan de l'organisation interne, «la BNA a adopté une stratégie globale de digitalisation, c'est-à-dire une digitalisation des processus,



et a mis en place des budgets spécifiques pour aborder cette transformation avec des périmètres conformes à sa stratégie et ses activités». Pour l'universitaire, la mission de numérisation de la Banque Nationale d'Algérie est « pilotée et animée en premier lieu par la direction générale puis par les divisions concernées (division stratégie et développement, division système d'information, division digitalisation et marketing) ».

Quant à l'organisation interne et aux méthodes de travail, elles seront «particulièrement impactées pour réaliser le passage d'une économie traditionnelle à une économie numérique ; tous les métiers sont concernés surtout ceux du marketing, de l'innovation, du service clientèle et commercial».

Au chapitre de l'investissement, la BNA «a opté principalement pour une

amélioration de l'expérience client, et le développement des canaux de distribution digitaux, notamment en matière de fonctionnalités disponibles».

Notons que le gouvernement ne cesse de renouveler son soutien à toutes les opérations inscrites dans le cadre de la modernisation et du développement des services bancaires, en concrétisation des réformes engagées par les pouvoirs publics dans le domaine bancaire, qui visent à créer une dynamique forte qui place le client au cœur des stratégies des banques.

Les réformes engagées par le gouvernement découlent de l'écoute constante des utilisateurs du système bancaire et financier, encouragés par l'émergence d'une offre plus large de produits de paiement électronique et de services numériques en Algérie.

Fouad Irnatene

ENTREPRISES PUBLIQUES EN DIFFICULTÉ

LEVER LES CONTRAINTES

En l'espace d'une semaine, deux des plus grandes entreprises publiques économiques ont suscité l'intérêt des pouvoirs publics. Après, en effet, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aouin, qui a visité la semaine écoulée, l'entreprise ENIEM à Tizi-Ouzou, pour s'enquérir de sa situation financière, c'était, dimanche dernier, au tour du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, de visiter le complexe sidérurgique d'El Hadjar, afin de s'assurer des conditions dans lesquelles l'activité du géant de l'acier se déroule et les contraintes majeures rencontrées.

Les deux entreprises en question sont en difficultés financières et sont déstructurées par rapport aux normes exigées de rentabilité et de compétitivité. Le manque de flexibilité, le déficit en management et la concurrence déloyale, ont fait que plusieurs EPE se retrouvent actuellement dans la même situation, et représentent pour le gouvernement une source de préoccupation.

Que ce soit l'important déficit financier de ces entreprises, supporté par le Trésor public, la menace de perte de milliers d'emplois et surtout le risque sur le savoir-faire acquis, rendent nécessaire une nouvelle vision sur la meilleure façon de continuer à valoriser les capacités de production déjà installées et de leur permettre de répondre au mieux à la demande qui s'exprime sur le marché. Aussi, est-il nécessaire d'envisager des solutions adéquates même de redonner un second souffle à ces EPE déstructurées financièrement, mais ce sera au cas par cas, en fonction des spécificités de chacune, pour qu'elles puissent redevenir performantes et compétitives. L'essentiel est de consolider le tissu industriel et le diversifier pour s'inscrire dans la logique de croissance économique vigoureuse et de création des emplois.

Le ministère de l'Industrie compte mettre en place des contrats de performance en direction des équipes dirigeantes des EPE. Les effets escomptés porteront sur l'amélioration des performances de ces entreprises.

La question des dettes restent néanmoins un problème, malheureusement des solutions restent encore moins évidentes à mettre en œuvre. La question relative à l'instauration d'un partenariat est une piste à privilégier. Les partenaires externes qu'ils soient privés, nationaux ou étrangers, auront à apporter surtout leur savoir-faire susceptible d'enclencher une nouvelle dynamique dans les EPE en difficulté. Cette approche risque de prendre du temps, car la maturation de la démarche nécessite avant tout un consensus.

Les crises économiques ont eu un impact négatif

A ce sujet, l'expert en économie, Kamel Kheffache, a souligné que "depuis l'avènement des réformes économiques initiées par les différents gouvernements de notre pays, il y a plus de trois décennies, notamment, les textes régissant l'organisation et la gouvernance des entreprises publiques économiques (EPE-SPA), ces dernières n'ont pas cessé de subir des situations très difficiles dans leur fonctionnement. Ceci fait suite à une série de crises qui ont impacté négativement leur niveau de performance, en



engendrant des déséquilibres financiers considérables pour un bon nombre d'entre elles, avec des taux d'endettement drastiques", a-t-il analysé.

Ajoutant dans ce même ordre d'idées que "malgré les différentes interventions de l'État pour venir à leur secours, en procédant à leur restructuration et à l'assainissement de leur situation financière, malheureusement, une bonne

partie des entreprises publiques continuent encore à mener un train de vie très préoccupant en raison des déficits cumulés d'année en année et qui pèsent sur les banques publiques et les comptes du Trésor public", a-t-il commenté.

Cet économiste, a indiqué, en ce sens qu'en raison du "rôle que joue le secteur public marchand dans l'économie nationale et de sa contribution dans la formation du produit intérieur

brut (PIB) et le maintien des emplois actuels, et même de la création d'autres au sein de certaines d'entre-elles, notamment celles qui sont performantes, le gouvernement a pris des engagements pour apporter assistance aux entreprises publiques en difficulté". A mon avis, les "pouvoirs publics doivent intervenir pour actualiser les diagnostics antérieurs des entreprises publiques et d'en réaliser d'autres en menant des analyses approfondies, à l'effet d'identifier les forces et les faiblesses en présence, puis concevoir et implémenter des stratégies soutenues, incluant des orientations stratégiques adaptées, au cas par cas, notamment l'ouverture de leur capital aux investisseurs publics ou privés locaux ou étrangers", a-t-il suggéré.

En outre, dit-il, "la dynamisation de la Bourse d'Alger peut jouer un rôle important dans la diversification des modes de financement des entreprises publiques", a-t-il recommandé. Aussi, en parallèle, il y a lieu de "revoir leur système de gouvernance, en passant par le recrutement de managers suivant un dispositif d'appel à la concurrence transparent et ouvert aux compétences nationales résidentes ou non résidentes (composées de la diaspora nationale), soumis à des contrats de performances", a-t-il conclu.

Samia Boulahlib

PRODUITS DESTINÉS À LA VENTE EN L'ÉTAT

NOUVELLES PROCÉDURES DE FACILITATION

Parallèlement à la création du Conseil supérieur de contrôle des importations et à la publication du décret définissant ses attributions au Journal officiel, le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a approuvé une nouvelle procédure visant à faciliter l'importation de produits destinés à la vente en l'état par les entreprises, en permettant à leurs gérants de délivrer des registres de commerce secondaires, à condition que les procédures légales accompagnant l'opération soient respectées.

En effet, lors d'une récente réunion avec les directeurs des banques publique, le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a donné des instructions concernant les nouvelles procédures d'importation et précisent que les autorités concernées sont désormais tenues de permettre aux gérants des sociétés d'importation qui se sont conformées aux dispositions du décret exécutif n° 21/94 de mars 2021, complétant le décret exécutif du 30 novembre 2005, qui détermine les modalités d'exercice des activités d'importation de matières premières, de produits et de marchandises destinées à la vente en l'état, de se faire délivrer un registre de

commerce secondaire avec obligation, toutefois, de se conformer aux conditions émises dans le décret et de respecter les termes énoncés dans le cahier des charges de tout registre de commerce.

Dans ce contexte il est utile de souligner que les nouvelles dispositions concernant le commerce international émanent de deux mécanismes institutionnels «d'importance stratégique» qui ont été installés la semaine dernière. Il s'agit du Conseil supérieur de régulation des importations et du Conseil national consultatif de promotion des exportations. En la matière, la nouvelle vision des pouvoirs publics vise à atteindre plusieurs objectifs. Il s'agit de permettre la valorisation et la protection de la production nationale, la préservation des réserves de change, l'encadrement et la rationalisation des importations dans un contexte international très fluctuant. Il est aussi question de lutter contre les surfacturations, source de transfert illégal de devises qui se chiffre en milliards de dollars. Dans cette optique, le Conseil supérieur de contrôle des importations sera chargé de déterminer les matières, marchandises et produits destinés au marché national et

d'établir avec les besoins réels du pays afin de satisfaire la demande interne et les besoins du marché. Aussi, si aujourd'hui l'Etat veut contrôler minutieusement les opérations d'importations, cela ne veut pas dire qu'il compte les interdire ou les limiter, mais plutôt mieux les réguler et mettre le holà dans un secteur où l'anarchie a longtemps régné, estime bon nombre d'experts en commerce extérieur et en économie, à l'exemple de Mohamed Souahlia qui a souligné que le contrôle de nos importations est une option importante pour notre économie et pour l'accomplissement d'une performance pérenne quelles que soient les circonstances du marché international. En ce sens, les résultats obtenus en l'espace de deux années, seulement, sont là pour prouver qu'on peut réussir à asseoir une production nationale pouvant combler les lacunes ayant longtemps caractérisé le marché, a également souligné l'expert qui a plaidé, dans cet ordre d'idées, pour la mise en place du Conseil national de la concurrence qui «va boucler la boucle de cet édifice institutionnel spécifique».

Justement pour combler les lacunes, le gou-

vernement a récemment approuvé une nouvelle politique de réglementation du commerce extérieur basée sur le contrôle des importations et la prévention de l'importation de produits concurrents du produit national, en échange d'une estimation du stock de marché dans tous les matériaux pour éviter d'enregistrer toute pénurie de matières de base pour la consommation, même des matières non essentielles.

Pour sa part, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations a réitéré le fait que désormais l'importation se fait sur la base de ce dont le citoyen a besoin, sans importer d'autres matières pesant sur le Trésor public d'une part, et restreignant le produit local algérien d'autre part.

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a récemment achevé l'opération du recensement économique, dont les résultats sont censés être annoncés prochainement et sur la base duquel sont déterminés les produits de base à importer, et ceux qui sont disponibles localement et que les producteurs locaux peuvent assurer pour couvrir le marché national.

Amel Zemouri

PLUS GRANDES PUISSANCES ÉCONOMIQUES EN 2075

Des pays du Sud dans le top 10 mondial

Selon des projections établies par la Goldman Sachs et le Fonds monétaire international (FMI), la Chine devrait arriver en tête du peloton des meilleures économies du monde en 2075. Avec un Produit intérieur brut (PIB) de 57 000 milliards de dollars, la Chine deviendra la première puissance économique suivie directement par l'Inde. Cette dernière surpassera les Etats-Unis en réalisant, selon les mêmes projections, un PIB de 52 000 milliards de dollars. Les USA arriveront en troisième position avec un PIB de 51 000 dollars. Grande surprise encore, la liste des dix premières économies mondiales comprendra également l'Indonésie, le Nigeria, le Brésil et même l'Egypte. De grands changements modifieront radicalement, selon la Goldman Sachs, l'équilibre du pouvoir économique mondial au cours des décennies prochaines. Avant 2075, une première projection est faite

pour l'année 2050 sur la base des courbes d'évolution des PIB selon les pays. Ainsi donc, d'ici 2050, la Goldman Sachs prévoit que le poids du PIB mondial se déplacera encore plus vers l'Asie. L'incroyable croissance de la Chine et de l'Inde est déjà un fait majeur aujourd'hui et le sera encore plus à l'avenir. L'Inde fait partie des plus grandes économies mondiales en 2023 avec les Etats-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne. En 2050, il faudra compter l'Indonésie aussi parmi les grandes économies mondiales, dépassant le Brésil et la Russie en tant que plus grand marché émergent. La projection à l'horizon 2050 classe la Chine en tête des grandes puissances économiques, suivie respectivement par les USA, l'Inde, l'Indonésie, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, le Brésil, la France, la Russie, le Mexique, l'Arabie Saoudite, le Canada et le Nigeria. En 2075, bien plus de

pays du Sud dépasseront certaines économies du nord occidental. Parmi ces pays, l'Indonésie qui arrivera à la quatrième position après les USA, suivie du Nigeria à la cinquième place, puis du Pakistan et de l'Egypte. Ces économies seront suivies par le Brésil, l'Allemagne, le Royaume Uni, le Mexique, le Japon, la Russie, les Philippines, et enfin la France. L'un des facteurs pris en compte dans ces estimations figure la croissance rapide de la population, devant se traduire par une main-d'œuvre massive, notamment en Indonésie, en Egypte et au Nigeria et au Pakistan. Notons qu'à l'heure actuelle, les cinq premières puissances économiques suivant le PIB sont les Etats-Unis (26 854 mds de dollars), la Chine (19 375 mds de dollars), le Japon (4410 mds dollars), l'Allemagne (4309 mds de dollars) et l'Inde (3750 mds dollars).

Nadjia Bouaricha

IL FINANCERA JUSQU'À 100% LE PRIX DU VÉHICULE

Le CPA lance un crédit automobile en septembre

La banque publique le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) s'apprête à lancer à partir du mois de septembre prochain une nouvelle formule de crédit pour acquisition de véhicule qui consiste en le financement à cent pour cent de la valeur de la voiture pour la revendre ensuite à ses clients sous forme de location.

Le véhicule sera inscrit au nom de son propriétaire une fois qu'il aura honoré toutes ses créances envers la banque, et ce, pour une période qui ne dépassera pas 40 ans. La banque examine également l'option de relever le plafond de la rentabilité des voitures fabriquées localement à 7 millions de dinars (700 millions de centimètres).

Le chef du département de finance islamique au CPA, Sofiane Mazari a révélé de nouveaux détails concernant le processus car-murabaha, c'est-à-dire la vente de voitures, selon des formules conformes à la loi islamique, soulignant que le montant du financement a été porté à 7 millions de dinars, soit 700 millions de centimes, au lieu de 300 millions de centimes, afin de permettre aux clients d'acquérir toutes sortes de voitures, et non les limiter aux petites voitures.

Sur le délai de paiement, Sofiane Mazari, a fait savoir qu'il s'étale sur 5 ans et concerne en premier lieu les voitures "Fiat" fabriquées localement, et interviendra, selon la même source, soit à la fin en décembre 2023, ou au début de l'année



prochaine selon la disponibilité de ce produit, assurant que la banque CPA a déjà entamé des négociations avec les parties concernées au niveau du complexe "Stellantis" pour pouvoir commercialiser ces voitures.

La formule Murabaha est limitée aux seules voitures produites localement, et ceci en application de ce qui est inclus dans le décret exécutif publié en 2015, qui définit les modalités du prêt ou du financement à la consommation, puisqu'il le limite uniquement aux produits portant le label "Fabriqué en Algérie", rappelle la

source. Le lancement de ce produit vient répondre aux demandes des clients de la catégorie des professionnels, assure la source, car, explique-t-il encore, la voiture n'a pas l'obligation d'être fabriquée localement, mais la même formule s'applique également aux véhicules importés pour qu'elle devienne propriété de son acquéreur, sachant, ajoute-t-il, que les guichets bancaires islamiques de la banque reçoivent quotidiennement un grand nombre de citoyens pour s'informer sur les offres de financement automobile disponibles au niveau des banques.

S'agissant du bilan de la banque islamique par rapport à la CPA, l'intervenant a révélé que 2900 milliards de centimes - 29 milliards de dinars - d'épargnes ont été réalisées jusqu'au mois d'août en cours, en plus de l'ouverture de 40 mille comptes, selon des formules et des produits conformes à la loi islamique qui équivaut aujourd'hui à plus de 15 produits, entre ceux destinés aux particuliers et les autres aux institutions de l'année en cours, outre le lancement de 97 réseaux islamiques.

R O

RENTÉE SOCIALE, INSPECTIONS ET VISITES SUR LE TERRAIN

Pas de répit pour le gouvernement

Le gouvernement de Benabderrahmane est sur tous les fronts. Cet été, les ministres, walis et responsables de l'administration publique sont mobilisés pour régler toutes les situations de crise et préparer la rentrée sociale dans quelques semaines.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Depuis que le Chef de l'État a obligé le gouvernement à se mettre à l'épreuve du terrain, les principaux responsables et ministres ne lâchent pas prise. Face aux attentes citoyennes dans de nombreux secteurs, il est urgent de pallier les déficits et de régler les crises persistantes qui continuent d'affecter certains secteurs.

Au premier plan, c'est le ministre de l'Intérieur Brahim Merad qui se met à sillonner le pays pour inspecter les projets et tâter le pouls des zones endeuillées par les récents incendies.

Au programme, c'est l'indemnisation des victimes et leur réconfort suite aux événements tragiques qui est retenue par le département de Merad mais aussi par l'action solidaire qui a été engagée depuis ces dernières semaines.

Pour la situation sociale, il y a encore des dossiers en instance dont le gouvernement souhaite les régler avant la rentrée sociale. C'est du moins, le volet consacré à la régulation des prix des denrées alimentaires, la prévention contre la détresse des citoyens dans les zones d'ombre, la finalisation des logements pour les prochains mois et la garantie de l'approvisionnement à l'eau potable.

Ce sont autant de points que chaque ministre doit régler au plus vite et avec efficacité. Avec une nette amélioration des recettes budgétaires de l'État, il n'y a pas



de prétexte de manque de moyens financiers pour ajuster les équilibres tant attendus dans différents domaines.

Le secteur Économique est bien emballé surtout après la visite du ministre de l'Industrie Ali Aoun à des régions qui comptent des fleurons de l'Industrie mais qui sont en crise. La relance du complexe d'El Hadjar, de l'Ensem, de l'Emie et de l'industrie automobile est donc la priorité du ministre qui a promis d'apporter l'aide nécessaire pour accompagner ces secteurs névralgiques.

Le ministre de l'Énergie a pour sa part réalisé un score dans ses différentes sorties soit pour inspecter les futurs projets de Sonatrach en termes d'investissements pétroliers et gaziers ou pour mettre à profit le partenariat avec des firmes étrangères connues afin de profiter du savoir-faire de ces grandes compagnies. Du côté du ministère de l'Éducation et celui de l'Enseignement supérieur, ça ne chôme pas. Pour Belabed, le défi de la rentrée scolaire s'annonce particulier où d'ores et déjà les préparatifs vont bon train. De nouvelles écoles sont attendues, une distribution correcte et dans les délais du manuel scolaire et la mise au point du statut particulier des enseignants qui est fort attendue par la corporation. Pour

Beddari, le chantier de l'université est ouvert à toutes les réformes. Ses multiples déplacements témoignent d'une certaine acuité portée à la réforme de l'université et la préparation de la rentrée le 21 septembre.

Du côté agricole, le ministre Abdelhafidh Henni est instruit pour suivre de près certains chantiers dont celle touchant à l'augmentation des produits agricoles, tenant compte de l'impact de la sécheresse et des variations climatiques sur l'agriculture.

La préoccupation essentielle est la stabilité du secteur et de réduire la facture de l'importation de certains produits.

Le département des AE n'est pas en reste surtout avec la crise du Niger et la sécurité des frontières.

Ahmed Attaf est en continu déplacement à l'étranger pour marquer au fort la position algérienne sur certains dossiers d'autant que la priorité est accordée à la future adhésion de l'Algérie aux pays du BRICS. En somme, il y a une exigence actuellement sur la performance de chaque responsable politique dans son secteur. Ni retard, ni excuses, ni lenteur ne sont ainsi tolérés dans l'agenda du gouvernement actuel qui bénéficie du feu vert pour accomplir sa mission.

F. A.

La Chine, premier partenaire commercial de l'Algérie entre en déflation

La situation risque de s'aggraver, l'Algérie doit-elle s'inquiéter ?

C'est inattendu et plutôt exceptionnel, au moment où le monde lutte contre l'inflation, la Chine, quant à elle, bascule dans la déflation et risque de se trouver dans une situation similaire à celle vécue par le Japon dans les années 1990.

Certes, la conjoncture internationale actuelle est différente, mais l'impact d'un tel choc déflationniste demeure le même et menace effectivement la stabilité de l'économie mondiale ainsi que celle du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui devrait tenir leur 15^e sommet du 22 au 24 du mois d'août courant. La faible croissance de l'économie chinoise, la baisse persistante de l'indice des prix à la consommation et la le repli des exportations inquiètent les économistes qui redoutent l'effondrement de la deuxième économie mondiale qui devrait prendre en urgence des mesures drastiques pour convaincre la consommation locale à travers, probablement, la baisse des investissements et des exportations. Quelle stratégie adopterait la Chine pour minimiser l'impact de la déflation sur son économie et sur celle de ses partenaires commerciaux et alliés (BRICS) ? Ces derniers devraient-ils s'inquiéter de la déflation chinoise ?

La stabilité économique et financière du premier créancier au monde et le plus grand exportateur de bien mondial est indispensable pour la croissance économique mondiale et la stabilité macroéconomique de ses partenaires commerciaux, notamment, Africains. L'Algérie accorde beaucoup d'intérêt à ce partenaire histo-



La déflation risque de plonger la Chine dans une situation similaire à celle vécue par le Japon dans les années 1990. (Photo : DR)

rique, devenu, ces dernières années, le principal partenaire commercial du pays. La valeur des approvisionnements chinois du marché national dépasse les 9 milliards de dollars, soit un taux de plus de 16,5%, selon les données des Douanes algériennes. Récemment, lors de sa visite d'Etat en Chine, dans un contexte économique assez tendu, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé que la Chine va « investir 36 milliards de dollars » dans le pays. Les investisseurs chinois s'intéressent aux secteurs agricole, technologique, miniers, énergétiques et automobiles, en particulier. Cependant l'activité de nombreuses entreprises chinoises sont en déclin et cherchent vainement à convaincre les consommateurs chinois à acheter. Les prix à la production ont drastiquement chuté, se répercutant sur le prix final des produits mis en vente.

La déflation pourrait-elle être vue comme une bonne nouvelle pour les pays importateurs des produits chinois car les prix sont très bas. Par ailleurs, les entreprises chinoises seront contraintes par

la crise de la demande locale de réduire leur production, ce qui, dans le même temps, impacterait davantage les exportations du pays qui connaissent un déficit important ces derniers mois. Certes les conséquences seront lourdes sur l'économie chinoise (consommation, chômage, bulle immobilière..., crise bancaire et budgétaire...), mais la répercussion sera aussi forte sur l'économie mondiale. Une mauvaise nouvelle pour la croissance économique mondiale. Le pays de l'Empire du milieu devrait trouver des solutions à cette crise pour éviter de perdre une décennie dans le redressement et le réajustement économique et financier comme c'était le cas pour le Japon dans les années 1990. Peut-être que la conjoncture économique internationale actuelle est différente, cependant, la menace d'un déclin total de l'économie chinoise n'est pas à exclure. L'enjeu est de taille. Le pays doit mener un travail de fond pour redresser les structures économiques qui ont fragilisé l'offre ainsi que la demande et encourager la déflation. La baisse des investissements est inévitable

dans ce cas, ce qui incitera les entreprises chinoises à se délocaliser vers d'autres pays. Ceci pourrait, également, être considéré comme une opportunité à saisir par l'Algérie qui a conclu, au mois de juillet passé, 19 accords de coopération dans divers domaines avec la Chine.

Le marché algérien intéresse les investisseurs chinois et leur offre d'importants avantages fiscaux, parafiscaux, douaniers et financiers. Il faudrait dans ce cas là les convaincre car la concurrence est assez rude dans ce sens. La technologie, l'expertise et le savoir-faire chinois sont très convoités dans le monde. L'Algérie devra redoubler d'efforts pour attirer les constructeurs automobiles chinois et les entreprises spécialisées dans l'électronique, les mines et les technologies de plus en plus confrontées à la baisse des prix. La baisse de la marge bénéficiaire de nombreuses entreprises conduirait à une réduction de la production et des exportations. L'entrée de la Chine en déflation inquiète et tourmente les économistes et les analystes financiers qui suivent de près le marché des matières premières et les places boursières mondiales. Le scénario de la stagnation de l'économie chinoise effraie encore plus les investisseurs.

La reprise effrénée de l'économie chinoise impacte, en effet, les cours des matières premières. Depuis quelques mois, les cours du pétrole subissent la crise économique chinoise, affectant, par conséquent, la demande en la matière ainsi que les exportations des pays producteurs, à l'instar de l'Algérie et d'autres pays exportateurs de l'or noir, et qui ont dû pour faire face à ce déclin, baisser leur volume de production, prenant ainsi le risque d'une baisse « significative » de leurs revenus pétroliers.

Samira Takharboucht

أرقام الديوان الوطني للإحصاء تكشف تنامي مساهمته في الصناعة الوطنية

الاستثمار المنجمي لقيادة قاطرة الاقتصاد الوطني

■ مشاريع كبرى واستثمارات بالملايير وعمليات استكشاف جديدة ■ عمليات استكشاف واسعة عبر 35 ولاية لإعادة بعث القطاع

قطاع المناجم يتجه نحو مساهمة غير مسبوقة في الرفع من الناتج المحلي

خلق عدد هام من مناصب العمل قد يصل إلى 30 ألف منصب عمل، وفقا لتصريحات الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، وترتكز الاستراتيجية المتبعة من قبل وزارة الطاقة والمناجم على تصدير المواد المنجمية بعد تثمينها دعما لسياسة رفع حجم الصادرات خارج المحروقات، من خلال إنشاء مصانع عبر مختلف ربوع الوطن، وهو ما حدث مؤخرا في ولاية بشار حيث تم تخصيص عقار لإنشاء مصنع يوجه لمعالجة وتحويل مادة الحديد المستخرجة من منجم غارا جيبلات في تندوف بالشراكة مع مجمع شركات صيني.

وقد أظهرت أرقام التجارة الخارجية للسنتين الماضيتين، مدى قدرة قطاع المناجم على المساهمة في هذه السياسة، بالنظر إلى التطور الهام الذي عرفته صادرات الجزائر من الحديد -يفضل الاستثمارات الأجنبية- وكذا الاسمنت ومواد البناء، من جهة أخرى، تسعى الحكومة عبر إطلاق مشاريع مهيكلة كبرى للمناجم بملايير الدولارات، بغية تنمية مناطق بأكملها وبالأخص الولاية الحدودية، وهو ما يعد بتشكيل أقطاب صناعية، سيعززها استكمال الطريق السيار شرق-غرب وكذا إنجاز شبكة السكك الحديدية الذي يتم على قدم وساق.

إلى جانب ذلك، يؤكد مسؤولون في القطاع المنجمي بأن قانون الاستثمار الجديد منح تحفيزات مهمة للمستثمرين في قطاع المناجم، وأن عملية الاستكشاف ستسمح بوضع خريطة منجمية خاصة بالجزائر ستحفز بدورها المستثمرين على ولوج السوق الجزائرية، فإن الانتهاء من إعداد قانون المناجم قبل نهاية السنة الجارية، سيفتح المجال أكثر للمستثمرين، لأنه يعد برفع كل العراقيل البيروقراطية والمالية التي تعترض طريق المستثمرين الوطنيين والأجانب.

وحتى اليوارنيوم، وأثمرت الاستراتيجية التي وضعها قطاع الطاقة والمناجم، انتماشا في فرع التعدين والمحاجر الذي سجل زيادة ملحوظة بنسبة 12.3 من المائة في الربع الأول من عام 2023، وذلك بفضل الارتفاع الكبير في استخراج خام الفوسفات بمعدل 70.9 من المائة، الاستقرار في استخراج الحديد بنسبة زيادة وصلت إلى 0.3 من المائة، مع العلم أن الزيادة قدرت بأكثر من 12 من المائة في استخراج الحديد خلال نفس الفترة من السنة الماضية.

وتشير هذه الأرقام التي نشرها الديوان الوطني للإحصاء، إلى تنامي مساهمة قطاع المناجم في الصناعة الوطنية، والتي ستكون أكبر بكثير في السنوات المقبلة، بعد استكمال المشاريع المهيكلة الكبرى، وأبرزها مشروع تحويل الفوسفات (تيسة)، مشروع استغلال الزنك والرصاص بوادي أميزور (بجاية) وتطوير مكنم الحديد في غارا جيبلات (تندوف).

ويضاف إلى هذه المشاريع الكبرى، إطلاق عملية استكشاف واسعة عبر 35 ولاية، في إطار الاستراتيجية التي وضعتها الحكومة لإعادة بعث القطاع، حيث يتم العمل على إطلاق عديد المشاريع المنجمية مثل البنتونيت في حمام بوغرارة (تلمسان) والسدولوميت في تيوالت (أم البواقي) وكربونات الكالسيوم والدياتوميت في سيق (معسكر) والفلدباث في عين بربر (عنابة) والباريت بكودية الصافية (المدية)، وكذا إطلاق عمليات الاستغلال الحر في للذهب التي مكنت من فتح المجال أمام عشرات الشباب بجنوب البلاد لإقامة مشاريعهم الخاصة في هذا المجال.

وتكمن أهمية قطاع المناجم ليس فقط في قدرته على خلق القيمة المضافة للاقتصاد الوطني، ولكن خصوصا في كونه قادرا على

تعول الجزائر على تطوير قطاع المناجم من أجل تسريع المسار الرامي إلى تنويع اقتصادها، ولذا احتل هذا القطاع مكانة هامة في المخطط الحكومي، الذي يدفع إلى استغلال كل الإمكانيات التي يزخر بها باطن الأرض، لاستخراج وتحويل المواد الأولية التي تحتاجها الصناعة الوطنية والتي تستورد حاليا بملايير الدولارات.

حنان - ح

ورغم أن نشاط التعدين في الجزائر قديم، إلا أنه لم يصل إلى المستوى الذي يستجيب للإمكانيات والاحتياجات الهائلة التي تمتلكها الجزائر والتي تخص عشرات المواد المعدنية على غرار الحديد والزنك والرصاص امتدادا إلى الذهب والالمانس والأحجار الكريمة وشبه الكريمة والمعادن النادرة، مروراً بالباريت والرصاص والقصدير

لتفعيل دور القطاع الخاص في تجسيد النموذج الاقتصادي الجديد الباترونا تدعو لوضع الميكانيزمات وتحديد الآليات

● الإسراع في إصدار النصوص التطبيقية لقانون الاستثمار ضرورة

عقب بضعة أشهر من صدور قانون الاستثمار في جلته الجديدة، لا يزال ينتظر من القطاع الخاص في الجزائر الإسهام في الحركة الاقتصادية المنشودة، جنباً إلى جنب مع المؤسسات العمومية الوطنية التي يظهر جليا أنها تحظى بحصة الأسد في إنجاز المشاريع والبرامج المقررة.

الاقتصادية، منير روياعي، أن تشهد المنظومة الاقتصادية الوطنية حركة، مؤكداً على الدور الذي تلعبه الشركات التابعة للقطاع الخاص، وأشار إلى أن هيئته عملت منذ صدور قانون الاستثمار في جلته الجديدة على التعريف بالخصائص والتحفيزات الواردة فيه لفائدة رجال الأعمال المحليين وفي إطار الزيارات واللقاءات مع المستثمرين الأجانب، خاصة مع الشركاء الاستراتيجيين للجزائر. في هذا السياق، ذكر روياعي، في تصريح لـ"الخبر"، الامتيازات التي جاءت في قانون الاستثمار الجديد، خاصة أن هذا الإطار التنظيمي يضمن الاستقرار للعمل الاقتصادي بفضل التعهد بالاستمرار بالعمل به لمدة 10 سنوات، الأمر الذي يشكل ضمانات للمستثمرين وحماية لهم من تغير القانون في أي لحظة، بالإضافة إلى حرية رؤوس الأموال التي يتيحها القانون.

وقال المتحدث إن المنظمة تعمل حالياً على شرح كل ما جاء في قانون الاستثمار للشركاء ورجال الأعمال، كونها القاعدة التي من شأنها أن تشكل المنطلق للحركة المنشودة وفقاً للنموذج الاقتصادي الذي تتبناه الجزائر، وأشار في هذا الاتجاه إلى شرح مسألة العقار الصناعي والسياحي ودور الشباك الموحد في تسهيل الإجراءات الإدارية الخاصة بالمشاريع الاستثمارية.



سعيد بشار

● قال رئيس الكونفدرالية الجزائرية لأرباب العمل المواطنين "كباسي"، رحمون زرقون، إنه على الرغم من الأريحية الكبيرة التي عبر عنها رجال الأعمال والمستثمرون المحليون والأجانب، إلا أن اكتمال المشهد الاقتصادي في الإطار التنظيمي والقانوني يفرض الإسراع في إصدار النصوص التطبيقية، باعتبارها من تجسده على الميدان. وأشار المتحدث، في سياق ذي صلة، إلى أهمية الفصل في الملفات الكبرى ذات العلاقة بالاستثمار وذكر في مقدمتها قضية العقار الصناعي التي تبقى تمثل إحدى أهم الحلقات في تفعيل الحركة الاقتصادية المنشودة، وبالتالي تجسيد المشاريع والبرامج الوطنية المختلفة، داعياً إلى وضع الميكانيزمات الحقيقية لمنح العقار الصناعي وتحديد الأدوار والهيئات المنوطة به بشكل دقيق، واستدل بالقول إن "العديد من المستثمرين استكملوا جميع الملفات الضرورية ولكن تبقى مسألة الحصول على العقار الصناعي مريبط النفوس للانطلاق في الإنجاز".

وأوضح رحمون زرقون، في تصريح لـ"الخبر"، أن بسعت الحركة الاقتصادية مرهون بخلق المشاريع الكبرى وفتح المجال أمام القطاع الخاص للمشاركة في تجسيدها، وبالتالي

المواطنين حماية القطاع الخاص، من خلال إعطائه الفرصة للإسهام في البرامج الوطنية، ضرورة لتحقيق الأهداف المعلنة من قبل السلطات العمومية، على غرار منح الإنتاج المحلي الأولوية ومن ثمة تقليص فاتورة الواردات الوطنية، من منطلق أن الإنتاج الوطني يمكنه تغطية احتياجات السوق، وبالتالي المحافظة على العملة الصعبة.

من جهته، توقع رئيس المنظمة الوطنية للتنمية

الإسهام في التنمية الاقتصادية للبلاد. وذكر في السياق أهم القطاعات ذات البعد الأفقي، كما هو الشأن بالنسبة للأشغال العمومية والبناء والري، مشيراً إلى أن إشراك الشركات الخاصة في إنجاز البرامج المسطرة رفقة المؤسسات العمومية خطوة في اتجاه خلق نسيج اقتصادي متكامل يمكن الاعتماد عليه لتخفيف العبء على القطاع العام في المستقبل.

واعتبر رئيس الكونفدرالية الجزائرية لأرباب العمل

بقية تناهز 14 مليار دينار أزيد من 1.7 مليون عملية دفع إلكتروني في 6 أشهر



بلغ عدد عمليات الدفع عبر أجهزة الدفع الإلكتروني (TPE) أزيد من 1.7 مليون عملية، خلال السداسي الأول من السنة الجارية، بقيمة تناهز 14 مليار دينار، وفقا للبيانات التي نشرها تجمع النقد الآلي (GIE Monétique) عبر موقعه الرسمي.

تشير أرقام التجمع إلى أن العدد الإجمالي لأجهزة الدفع الإلكتروني المشغلة إلى غاية السداسي الأول بلغ 49.916 جهازا، مقابل 46.263 جهازا مع نهاية سنة 2022.

ووصل عدد بطاقات الدفع الإلكترونية المتداولة، حسب نفس المصدر، إلى أكثر من 15,3 مليون بطاقة بنكية وبطاقة «الذهبية» الخاصة ببريد الجزائر.

أما بخصوص نشاط الدفع عبر الإنترنت، فقد فاق 5,5 مليون عملية بمبلغ إجمالي يفوق 12,3 مليار دج، موزعة على نشاطات الاتصالات، النقل، التأمين، الفواتير، الخدمات الإدارية، الخدمات بيع السلع والرياضة والترفيه.

وكان قطاع الاتصالات الأكثر نشاطا في الدفع على الإنترنت خلال السداسي الأول بأزيد من 4,1 مليون عملية، مقابل أزيد من 464 ألف عملية لقطاع الرياضة والترفيه، و444 ألف عملية خدمات، قرابة 150 ألف عملية لقطاع النقل، أزيد من 281 ألف عملية للفواتير، أزيد من 21 ألف عملية بيع سلع، حوالي 16 ألف عملية لشركات التأمين و4.522 عملية خدمات إدارية.

في هذا الإطار، يحصي التجمع 370 «تاجر ويب» منخرط في نظام الدفع الإلكتروني البيبنكي، بما فيها سونلغاز، اتصالات الجزائر، الجزائرية للمياه، شركات الهاتف النقال، الخطوط الجوية الجزائرية وشركات التأمين.

85,7 مليون معاملة بقيمة تفوق 1.600 مليار دج، فيما ارتفع العدد الإجمالي لأجهزة الصرف الآلي إلى 3768 جهاز، مقارنة بـ 3.640 مع نهاية 2022. للإشارة فإن تجمع النقد الآلي أنشئ في يونيو 2014، ويتكون من 18 بنكا بالإضافة إلى بريد الجزائر، فيما يساهم فيه بنك الجزائر كعضو غير منخرط للتأكد من مدى تطابق المنظومات ووسائل الدفع، والمعايير المطبقة في هذا المجال للتنظيم الساري. ويهدف التجمع إلى ترقية نظام النقد الآلي عن طريق تعميم استعمال وسائل الدفع الإلكتروني.

للإشارة، وصل العدد الإجمالي لعمليات الدفع عبر الإنترنت منذ إطلاق هذا النظام في 2016 وإلى غاية يونيو 2023 إلى أزيد من 27 مليون معاملة، بقيمة تناهز 49 مليار دج، حسب بيانات تجمع النقد الآلي. وبالنسبة لعمليات الدفع عبر الهواتف المحمولة خلال السداسي الأول، ففارق 16,6 مليون عملية بقيمة 11,7 مليار دج، فيما بلغت عدد عمليات تحويل الأموال عبر الهاتف 6ر6 مليون عملية بقيمة تفوق 85 مليار دج. كما فاق العدد الإجمالي لمعاملات السحب على جهاز الصرف الآلي خلال الفترة نفسها،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)

[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger